

# Viktor Orbán tourne le dos à Manfred Weber et au Parti populaire européen

**Union européenne** Le Premier ministre hongrois retire son soutien à la tête de liste de sa propre famille européenne.

Vaut-il mieux s'assurer, coûte que coûte, le soutien du sulfureux Premier ministre hongrois Viktor Orbán, maître de l'illibéralisme et contempteur de l'Union? Ou choisir de défendre les valeurs européennes face aux populistes? Longtemps, Manfred Weber, président du groupe du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen, a essayé de jouer sur les deux tableaux, soufflant le chaud et le froid sur l'attitude à adopter face au trublion de la famille conservatrice. Mais l'Allemand a fini par payer le prix de cette stratégie du flou, alors qu'il mène tambour battant sa campagne de candidat à la présidence de la Commission européenne. Lundi, Viktor Orbán a annoncé retirer son soutien à la tête de liste de sa propre famille politique, Manfred Weber. À l'origine de cette décision inattendue: une déclaration du Bavarois, où il refuse de lier son sort au parti populiste Fidesz de M. Orbán, cherchant à se forger une image d'homme du "centre".

L'interview à la télévision publique allemande ZDF date de fin mars. Lorsque le journaliste lui demande ce qu'il ferait s'il ne pouvait être élu président de la Commission que grâce au vote du Fidesz, M. Weber répond: *"Alors je n'entrerai pas en fonction parce que je ne veux pas être élu par l'extrême droite... Je tiens à préciser que le centre est la force dominante, pas les extrêmes."* Il n'en fallait pas plus pour provoquer la rage du nationaliste Orbán – qui a cependant mis plus d'un mois à réagir. Assimilant, comme à son habitude, le Fidesz à la Hongrie tout entière, M. Orbán a fustigé lundi une "offense" envers le pays et *"les électeurs hongrois"*. Avant de conclure qu'*"après cela la Hongrie et le Premier ministre hongrois ne peuvent plus apporter leur soutien"* à M. Weber.

## Un coup dur pour Manfred Weber

À l'heure de boucler cette édition, l'équipe de campagne de ce dernier, sollicitée par *La Libre*, n'avait pas de commentaire à faire sur les déclarations de l'homme fort de Budapest. Celles-ci ne signifient pas que l'Allemand – qui bénéficie de la béné-

diction de la chancelière Angela Merkel – doit dire au revoir à son rêve de devenir président de la Commission. D'abord, s'il ne soutient plus M. Weber, M. Orbán ne va pas nécessairement s'opposer à son éventuelle nomination à la tête de l'exécutif européen. Ensuite, si la règle est que les Vingt-huit privilégient le consensus pour remplir ce poste, ils ont recouru au vote, en 2014, à la demande du Britannique David Cameron. Jean-Claude Juncker n'a été élu qu'avec l'aval de vingt-six États membres. Soit sans celui du Royaume-Uni et de... la Hongrie – notons en passant que M. Orbán a gardé sa place au PPE même après avoir voté contre le candidat de sa propre famille en 2014.

Reste que la décision du Premier ministre hongrois est un coup dur pour Manfred Weber. L'Allemand s'est souvent vu reprocher sa mansuétude à l'égard de M. Orbán, au pouvoir depuis 2010, l'ayant cajolé autant que possible. Par moments, celui qui dirige le plus grand parti du Parlement européen s'est même laissé tenter par une rhétorique à la Orbán, exigeant un débat sur la "culture dominante" et "l'identité" de l'Europe.

Soumis à une forte pression, alors que la Hongrie s'enfoncé dans une dérive liberticide, M. Weber avait certes fini par soutenir, en septembre dernier, le déclenchement d'une procédure de sanction (dite "article 7") contre Budapest. Mais ce, tout en restant partisan du "dialogue" avec M. Orbán.

## Orbán quittera-t-il le PPE?

Reflète de l'indécision et du malaise de M. Weber sur ce sujet, le PPE a suspendu en mars le Fidesz, tout en laissant le luxe à M. Orbán de dire qu'il s'était suspendu lui-même. Toujours formellement membre du PPE, M. Orbán a annoncé le retrait de son soutien à M. Weber, alors qu'il se tenait aux côtés du vice-chancelier d'extrême droite autrichien Heinz-Christian Strache, quelques jours après s'être affiché avec le leader du parti italien d'extrême droite Matteo Salvini. Lundi, le Hongrois a réitéré son souhait de voir le PPE s'allier avec les "partis patriotiques" – entendez: les extrémistes et les populistes de droite. Le cas échéant, il irait "voir ailleurs".

Maria Udrescu

Viktor Orbán  
s'exprimait  
aux côtés du  
vice-chancelier  
d'extrême  
droite  
autrichien  
Heinz-Christian  
Strache.